

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 07 au 13 mai 2016

Rappel, la semaine dernière : Bilan du mandat, Nuit debout, Loi Travail, Procès Luxleaks, Salah Abdeslam...

Réactions à l'utilisation du 49-3 : fort et virulent

La quasi-totalité sont très critiques et s'avèrent, pour beaucoup, particulièrement virulentes : « l'usage du 49-3 est une ignominie de plus qui s'ajoute à 4 ans de mépris pour des électeurs qui vous ont fait confiance en 2012 ». Parmi ces oppositions, 45% évoquent « une situation honteuse pour l'exécutif » et rappellent au Président sa propre opposition à l'usage du 49-3 lors des débats sur le CPE, alors que 40% proviennent de sympathisants déçus qui analysent ce moment politique comme le signe d'une rupture définitive « entre nous, le peuple et votre gouvernement ». D'autres s'inquiètent des réactions de la rue « qui grondait déjà et va désormais hurler » craignant que cette décision constitue « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ».

Contrairement à l'adoption de la Loi Macron en février 2015, les soutiens au 49-3 sont presque inexistants aujourd'hui. A l'époque, 30% des 150 correspondants avaient salué l'utilisation du « 49-3 pour faire passer une loi utile à l'intérêt général » et qui était soutenue dans l'opinion. Aujourd'hui, l'opposition forte au projet de loi Travail est rappelée dans de nombreux courriers (« nous sommes plus de 70% ! ») : « je ne vous comprends plus : vous allez désormais contre le Parlement, contre la rue et contre la majorité de l'opinion...à quoi bon ? ». Dans la même veine, quelques-uns pointent l'absence de majorité au sein des parlementaires de gauche pour délégitimer le recours à cette disposition : « vous occulter un point important, le 49-3 est utilisé quand la majorité est mise à mal ; or il n'y a aucune majorité légitime pour en faire l'usage, la gauche elle-même rejette cette loi ».

Enfin, les rares soutiens (4 courriers) mettent en avant une loi « certes utile », mais qui « n'aura aucune influence d'ici la fin de votre mandat ».

Rapporteur Black M à Verdun : modéré mais virulent

Une trentaine de Français ont écrit ces dernières 48h, tous pour exprimer une vive indignation en apprenant l'invitation faite à Black M lors des cérémonies du centenaire de la bataille de Verdun : « j'ai d'abord cru à une blague ». Beaucoup rappellent ses « propos racistes, homophobes, antisémites et j'en passe ». Parmi eux, 14 personnes dont 6 descendants de Poilus qualifient d'« obscénité » le fait d'organiser des festivités dans le prolongement des cérémonies, a fortiori un concert de rap : « drôle de vision de ce que doit être l'hommage aux 362 000 morts pour faire de notre pays ce qu'il est : un pays de liberté, de l'espérance et de la fraternité entre les peuples » ; « le rap, pas à Verdun ! ». L'Elysée est directement mis en cause pour ce choix, suscitant la « colère » (« j'ai honte qu'un Président laisse salir la mémoire collective »), l'incompréhension (« est-ce qu'il faut faire venir ce chanteur pour intéresser les jeunes à notre passé ? Je ne crois pas ») et quelques accusations de « motivations démagogiques liées au jeunisme ».

A noter qu'un tiers des réactions environ utilisent clairement la terminologie de l'extrême droite, assimilant les textes du chanteur « anti-Français » à de la « propagande de Daesh ». Les autres ne semblent pas être particulièrement rattachés à ces réseaux.

Bilan du mandat / Elections 2017 : modéré, en légère baisse

En légère baisse avec 26 courriers contre 36 la semaine précédente, les messages de soutien et d'approbation à la politique menée depuis 4 ans prédominent (54%). Convaincus qu'une nouvelle candidature est « indispensable pour poursuivre les réformes », ces correspondants encouragent le Président de la République à défendre son bilan : « soyez fier, parlez-en, expliquez tout ce que vous avez fait pour les Français ».

A l'inverse, 12 personnes estiment que le Chef de l'Etat est « à bout de souffle » dont 7 émanent d'électeurs socialistes déçus : « votre image est ternie et vos opérations séduction ne prennent pas. Même plus auprès des socialistes ».

Le contexte marqué par les divisions à gauche trouble (« Macron se précipite, Mélenchon croit encore à son grand jour, Montebourg réapparaît, certes sans marinière,... quel spectacle! »), l'éventualité d'une candidature d'Emmanuel Macron est soutenue par 5 personnes.

Climat social / manifestations : modéré, stable

Les correspondants « exaspérés » par le laxisme supposé de l'exécutif ont pris le dessus cette semaine. Sans condamner pour autant les mouvements sociaux, ces correspondants demandent qu'il soit **mis fin aux violences et dégradations** : « *Comment ne pas être en colère devant la répétition de ce triste spectacle où des excités sans foi ni loi détruisent impunément les centres villes de France sans que personne ne les arrête* ».

TAFTA / CETA : modéré, pour le moment

Une petite trentaine de personnes ont réagi sur le sujet. A noter parmi ceux-là un mouvement qui, **prenant appui sur le TAFTA (geste déjà empoché), demandent maintenant la non-ratification du CETA**. Considéré comme « *le cheval de Troie des USA* », ils se disent surpris par l'absence de réserve de la part du Président sur ce traité pourtant « *semblable au TAFTA* ». Une **nouvelle pétition papier, à l'initiative du Collectif national unitaire stop TAFTA**, a recueilli 162 signatures en quelques jours. Dénonçant toujours un risque d'abaissement des normes sanitaires et sociales au profit des intérêts des multinationales, ces messages rencontrent les arguments des opposants au TAFTA.

IRPP : modéré

Les déclarations de revenus ont entraîné des récriminations d'intervenants appartenant pour la plupart à la classe moyenne : « *aujourd'hui je viens d'effectuer ma déclaration mais je constate que ce sont toujours les mêmes qui paient... Pas de baisse pour moi cette année* ». Rappelant la promesse d'une baisse d'impôts en 2017, un tiers d'entre eux se montre incrédule et craint d'avoir à supporter « *une promesse de campagne électorale [...] pour compenser les baisses d'impôts des autres catégories* ».

Frais de défense de Salah Abdeslam : modéré, constant

L'aide juridictionnelle dont bénéficie S. Abdelsam continue de choquer et de provoquer des courriers **d'indignation à l'idée que leurs impôts vont payer la défense d'un terroriste**, qui plus est en réglant les honoraires d'un « *ténor du barreau* » : « *ce n'est pas au contribuable de payer sa défense mais à sa famille* ».

Accusations envers Denis Baupin (et Michel Sapin) : modéré

Scandalisés par ces révélations, tous les correspondants se désolent « *du spectacle donné par la classe politique française* » et interrogent le Chef de l'Etat : « *comment respecter des élus qui ne respectent rien ? Ne vous étonnez donc pas du désintérêt croissant des français pour la politique* ». Un tiers des messages aborde également le geste déplacé de Michel Sapin à l'encontre d'une journaliste : « *le comportement de Monsieur Sapin est tout aussi grave, c'est du sexisme !* ». Seules 2 personnes ont appelé à la démission d'Emmanuelle Cosse, l'accusant de connaître les agissements de son compagnon.

Nomination de Jean-Paul Huchon : faible

Avant l'annonce de Matignon annulant la nomination de Jean-Paul Huchon à la présidence de l'Arafer, une poignée de correspondants se sont offusqués de ce « *recasage honteux* » de la part du Premier ministre en insistant sur sa « *rémunération scandaleuse* ». Rappelant le principe d'exemplarité mis en avant par l'exécutif, un tiers affirme que ce genre d'agissements (« *cette magouille entre copains* ») profiterait au Front national.

Procès Luxleaks - lanceurs d'alerte : 5

Examen du code de la route : 4

Cérémonies du 8 mai : 4

Nuit debout : 1